

PUCA

Programme finalisé « Gouvernement des villes et fabrique du bien commun »

Consultation internationale de recherche

Avril 2008

L'intercommunalité à l'épreuve des faits

Ministère l'Emploi, de la Cohésion sociale et du logement / Ministère des Transports, de l'Equipelement, du Tourisme et de la Mer (DGHHC / PUCA)

L'intercommunalité dans la gouvernance métropolitaine

Quelle invention de la ville ?

Etude de trois dispositifs d'intercommunalité

Plaine Commune

Evry Centre Essonne

Porto Alegre (Brésil)



Centre d'Etude des mutations en Europe
(EA 4009)

Université de Paris 8/Institut d'Etudes Européennes
2 rue de la Liberté 93526 Saint-Denis CEDEX
tél 01 49 40 65 92/65 93
Mél : iee@univ-paris8.fr

L'intercommunalité dans la gouvernance métropolitaine quelle invention de la ville ?

1 Introduction

L'appel d'offre du PUCA 2008 sur « l'intercommunalité à l'épreuve des faits » présente une évaluation des recherches menées ces dernières années sur l'intercommunalité. Certes la diversité des approches disciplinaires (en droit, en sociologie, en sciences politiques, en géographie voire en urbanisme) comme la multiplicité des sujets et des terrains étudiés ont largement éclairé les formes de gouvernance, les logiques d'action et les systèmes d'acteurs des intercommunalités. Les connaissances ainsi construites sur les processus institutionnels et formels de ces nouvelles formes de gouvernance décentralisée s'accordent sur quelques grands axes problématiques comme la mise en tension d'une dynamique de démocratie de proximité et la recherche de nouvelles échelles d'action pertinentes, l'intérêt et les limites des différentes formes de démocratisation dites participatives expérimentées en France, en Europe et sur d'autres continents.

Mais quel est le contenu substantiel de cette nouvelle gouvernance ? Comment sont mises en œuvre les compétences transférées ? Et pour construire quelle stratégie d'intervention ?

1.1 L'ambition du programme PUCA.

La difficulté de cette question est soulignée depuis longtemps. Cependant beaucoup d'enquêtes sur la politique de la ville ont d'abord mis l'accent sur les recompositions à l'œuvre dans les procédures plutôt que sur l'évaluation du contenu même des politiques ainsi définies et appliquées. Sans doute l'actualité de la crise de l'Etat providence, au début des années 80, sa recomposition par la décentralisation, la territorialisation des politiques, la contractualisation interne aux instances rendaient-elles cette piste de travail urgente.

L'appel d'offre « *Intercommunalité à l'épreuve des faits* », concernant les recherches « sur la dynamique intercommunale à partir, non pas des systèmes d'acteurs qui se constituent à cette occasion, mais des politiques qu'ils conduisent à cette échelle », qu'il s'agisse « du contenu substantiel des politiques menées par les intercommunalités » ou « des mécanismes effectifs de production de leurs normes » invite à mieux identifier l'intercommunalité à la fois comme institution (normes) et comme espace de pouvoir (politique).

L'appel d'offre propose deux axes d'interrogations et annonce deux exigences de démarches.

Les axes sont

1. L'analyse du contenu substantiel des politiques intercommunales
2. Les mécanismes effectifs de la normalisation des politiques intercommunales

Dans les deux cas, il ne s'agit pas seulement d'un appel à l'observation précise et exigeante des stratégies incarnées notamment dans les choix budgétaires ou la mise en place d'outils opérationnels, mais également de l'appel à dégager les principes ou les normes qui informent de façon « implicite » ces stratégies.

Ce souci éclaire les deux attendus qui suivent : l'exigence d'une capacité de généralisation des conclusions à partir des enquêtes locales et une capacité à nourrir la réflexion des acteurs, tant dans les débats publics que les réflexions locales.

2 Une nécessaire problématisation

La demande est d'une grande ambition : il s'agit de produire une conceptualisation appropriable par tous, à partir d'un terrain et d'objets pour l'instant restés insuffisamment investis.

Pour l'équipe du Centre d'Etude des Mutations en Europe (CEME), une chose est claire : une telle ambition appelle un effort préalable de problématisation. Hors de cette problématisation forte, l'enquête, même de qualité, risque d'osciller entre l'accumulation factuelle et l'enfermement dans les problématiques des acteurs rencontrés.

Nous partons de l'hypothèse que le substantiel et les normes tels qu'ils sont abordés ici interrogent la question stratégique de l'identité politique des territoires métropolitains avec en toile de fond la question de la **Ville** dans les recompositions étatiques et les processus politiques contemporains. La capacité des intercommunalités à porter cette figure singulière dans leurs choix, leurs normes, leur rapport à la population est sans doute le point à partir duquel pourront s'analyser les matériaux d'enquêtes. Cette hypothèse mérite d'être un peu développée dans ses attendus et dans les choix méthodologiques qu'elle implique.

Nous allons exposer notre cadre problématique en examinant deux points: la conjoncture métropolitaine et une série d'autres questions regroupées sous l'item questions transversales. Pour une plus grande clarté de lecture, il nous semble nécessaire d'indiquer dès maintenant que nous proposerons trois terrains d'enquête : la communauté d'agglomération Plaine Commune, la communauté d'agglomération Evry Centre Essonne et un dispositif extra européen, l'agglomération de Porto Alegre au Brésil.

2.1 Une conjoncture métropolitaine nationale et mondiale.

L'enquête proposée affiche une double singularité : inscrire la recherche sur l'intercommunalité dans une problématique de la gouvernance urbaine et l'inscrire dans une démarche comparatiste internationale, voire intercontinentale.

Ce choix s'appuie sur les arguments suivants qui seront déclinés :

1. Cette recherche sur l'intercommunalité s'inscrit dans une conjoncture mondiale d'urbanisation métropolitaine et d'interrogations diverses sur l'identité de ces ensembles urbains.
2. Cette conjoncture fait apparaître quelques problématiques transversales qui, de fait mettent en jeu la question de la nouvelle figure politique de la ville.
3. Pour autant, la diversité des conjonctures nationales et institutionnelles nous pousse à identifier des terrains d'ancrage singuliers et anciennement intercommunaux dans une démarche comparatiste.

Voici plus de trente ans que la Conférence des Nations Unies pour les Etablissements Humains l'ONU (Habitat 1 Vancouver 1976), a ouvert la réflexion mondiale sur le développement urbain. Voici douze ans (Habitat 2 Istanbul, 3-14 juin 1996) que l'organisation internationale a identifié les autorités locales urbaines comme des acteurs incontournables. C'est à Istanbul que l'Assemblée mondiale des villes et autorités locales (30-31 mai 1996) affirme : « la ville, comme lieu fondamental d'interactions et d'échanges sociaux, doit être reconnue comme l'établissement humain pivot, autour et au sein duquel vont se jouer de plus en plus la croissance et le développement durables, le bien-être et la cohésion sociale de la majorité des populations, la capacité d'adaptation et d'innovation technique, sociale, culturelle et politique, l'invention de notre avenir et une vision renouvelée du progrès de l'humanité et du devenir de nos civilisations. »

Cette logique a conduit l'assemblée générale des Nations Unies, le 7 juin 2001, à adopter une déclaration sur « la décentralisation au profit des autorités locales et le partenariat avec la société civile identifiés comme des réponses à l'urbanisation de la pauvreté. » De la « *Ville globale* »¹ au « *Pire des mondes possibles* »², la mondialisation urbaine redispose la question de la ville comme espace stratégique, à la fois comme espace de territorialisation des tensions sociales et de leur expression politique et comme terrain et objet d'une repensée de l'appareil institutionnel de décision, de gestion et d'élaboration des politiques publiques assignées à la ville.

2.2 La métropole est une question de gouvernance mondiale.

Nous appellerons métropolisation ces processus de croissance urbaine liés à la fois à la concentration des acteurs économiques et financiers et à l'afflux massif de nouvelles populations. La question de la gouvernance de ces ensembles urbains s'impose aujourd'hui.

Le débat a récemment atteint la France au travers de l'horizon annoncé d'un « Grand Paris » et d'une innovation institutionnelle majeure concernant la

¹ Sassen Saskia, *La Ville globale*. New York, Londres, Tokyo, Descartes, 1996

² DAVIS Mike, *Planet of slums*. Verso, 2006. [traduction française : *Le pire des mondes possibles. De l'explosion urbaine au bidonville global*, 2006, Paris, La Découverte.]

gouvernance de la région urbaine capitale. D'autres continents, confrontés à la multiplication de ce gigantisme urbain, y sont entrés depuis quelques années. La Chine déconcentre de façon très pragmatique la gestion de ses grandes agglomérations. Les quatre « municipalités », Pékin, Shanghai, Chongqing³ et Tianjin, mises en place correspondent aux villes les plus importantes et sont directement subordonnées à l'autorité centrale et non aux provinces. La question se pose en Amérique Latine, dans des contextes nationaux certes divers mais marqués globalement par une dynamique de démocratisation, dans le cadre d'une réflexion sur la planification urbaine⁴.

2.3 Elle se pose néanmoins dans des contextes institutionnels hétérogènes.

La mobilisation de ces deux contextes n'est pas anodine : les situations nationales et historiques sont fortement contrastées. Les institutions préexistantes qu'il s'agit de bousculer, de revisiter, de ré-impulser ou de remplacer ne se présentent pas de la même façon dans un Etat-monde, la Chine, confronté à un embryon de décentralisation ou dans un continent encore neuf dans lequel la question de la nation à construire, des institutions à mettre en place est pour une part encore en devenir. Dans ce panel, la France se trouve du côté des Etats de vieille tradition dans un vieux continent. Sa tradition administrative ancienne peut devenir un obstacle à la pensée de la ville contemporaine.⁵

3 Des questions transversales

La singularité des contextes est incontournable, on y reviendra. Pour autant quelques questions transversales se disposent partout : l'échelle des phénomènes et des enjeux, la nouvelle centralité de gouvernance, la subjectivité de la ville dont on parle, la nécessaire transformation des cadres institutionnels et leur articulation avec l'ouverture d'un nouvel espace politique et démocratique.

3.1 L'échelle et la centralité.

La question de l'échelle territoriale pertinente (de la maîtrise foncière, de la planification et de l'aménagement, des transports, de la politique du logement) se pose dans un écart grandissant entre l'échelle imposée par la gestion des processus urbains et l'échelle de la participation démocratique. L'intercommunalité tente de concilier ces deux impératifs au risque de désincarner l'échelle gestionnaire dans l'abstraction administrative.

³ Mu Wei, *La politique de quasi-décentralisation chinoise*, mémoire de Master juin 2008, Université de Paris 8

⁴ *Planificación estratégica urbana en América latina, Experiencias de construcción y gestión del futuro*, Florian Steinberg, Bolivie, 2001.

⁵ Alain Bertho et Maurizio Lazzarato, « Plaine Saint-Denis et nouvelle pensée de la Ville », In *Ville et emploi, le territoire au cœur des nouvelles formes du travail*, coord. par Evelyne Perrin et Nicole Roussier, L'Aube, 2000

Cette désincarnation peut être compensée par le poids d'une centralité : celui de la ville autour de laquelle s'organise une intercommunalité inégale perçue souvent comme l'extension nécessaire du centre sur sa périphérie. Cette tendance lourde est contestée par le réseau du Forum des autorités locales de périphérie qui propose l'idée de « métropoles solidaires » au nom de la centralité sociale paradoxale de la périphérie. Idée générale difficile à décliner de façon institutionnelle mais que l'on retrouve notamment dans la conception alternative de la gestion de la métropole parisienne portée par la communauté d'agglomération Plaine Commune contre la notion de « Grand Paris ».

3.2 Une transformation de la ville et de l'idée de ville.

Sortir de cette « abstraction » préjudiciable à la perception démocratique de cette gouvernance n'est pas qu'une question d'échelle. C'est une question de subjectivité politique. Il nous faut peut-être passer de la gouvernance de « l'urbain » à une nouvelle idée (partagée entre les habitants, les professionnels et les élus) de la ville au singulier dont il est ici question.

3.2.1 Penser la ville comme une entreprise ?

La recherche de cette subjectivité partagée de la ville est sensible dans les stratégies quasiment entrepreneuriales de nombres d'édiles locaux engagés dans la valorisation externe et interne du collectif urbain : au travers de festivals, de participation au cycle des « capitales européennes de la culture », au travers de la compétition pour obtenir de grands événements comme les Coupes du Monde ou des Jeux Olympiques...

Cette mobilisation, on le sait, n'a pas que des effets extérieurs. C'est toujours une occasion de nouer des coopérations intra-urbaines entre entreprises, quartiers, administrations, acteurs divers. Un tel « apprentissage collectif »⁶ augmente la compétence globale de l'entité-ville, qui se construit ainsi comme un collectif productif et non seulement comme une « externalité positive » des entreprises qui y sont domiciliées.⁷

3.2.2 Le basculement politico-subjectif de l'intercommunalité.

La mobilisation événementielle est une chose. La mutation, sur la durée, des politiques intercommunales en politique de ville en est une autre. Certes la péréquation des ressources et notamment de la taxe professionnelle, est un pas important, en ce sens, dans la prise de conscience du côté des décideurs, de la solidarité productive de leur territoire partagé. Mais de là à articuler dans les choix d'investissement une stratégie de développement de ville qui ne soit

⁶ Alain Bertho, Antonio Negri et Maurizio Lazzarato, *Apprentissages collectifs et gestion urbaine : la ville et le territoire de la Plaine St-Denis*, rapport de recherche. Appel d'offre 1995 « Ville et emploi », Plan Urbain, 93 pages.

⁷ Alain Bertho, « Lieux éphémères de la mondialisation culturelle », in *L'Europe des festivals*, coll. Dr. A.M. Autissier, 2008.

Alain Bertho, Maurizio Lazzarato, « Plaine St-Denis et nouvelle pensée de la ville » in *Ville et emploi*, éditions de l'Aube, 2000 (séminaire Villes, territoires, emploi, du Plan urbain, DATAR et DIV, mars 1997-mai 1998).

pas seulement celle d'une « coopérative de communes », la question mérite examen.... Et enquête.

S'agit-il d'une intercommunalité facilitatrice d'une intervention publique communale classique simplement délocalisée ou d'une transformation dans la conception même de l'intervention publique locale en matière urbaine ? La question se pose en matière de politique économique, d'aménagement urbain de conception des transports internes à l'agglomération, de gestion scolaire, de gestion dans le domaine si épineux du logement. L'OPAC Plaine commune habitat mis en place par la communauté d'agglomération Plaine commune n'est-il qu'un super office destiné à se mettre au service des villes dans leur singularité, ou est-il l'instrument d'une nouvelle conception du territoire et de ses habitants ? Le passage de la dynamique engagée par l'association patronale soutenue par la ville « Saint-Denis Promotion » à l'association « Plaine Commune Promotion », soutenue par la communauté d'agglomération, a-t-il changé la vision du territoire et de son développement ?

3.3 Une transformation de l'Etat et de l'espace politique.

Incontestablement, une telle recomposition des territoires de la prescription publique ne peut pas s'analyser en dehors d'une réflexion plus globale sur les recompositions de l'Etat et de la production de normes telle que l'aborde Saskia Sassen dans son dernier ouvrage.⁸

La recomposition en termes de compétence stratégique s'opère dans un cadre institutionnel plus général, historique et national qu'il faut prendre en compte. C'est là que se pose la question des normes et des différentiels de situation en regard de la consistance historique ou non de l'Etat national et de ses rapports avec les gouvernements locaux.

C'est par la question de la gestion des villes au tournant post-industriel, il y a un quart de siècle que s'est déployée avec le plus d'acuité la crise de l'Etat et de la représentation⁹. Ce qu'on a appelé en France la « Politique de la ville » s'est déployé davantage comme des tentatives de réponses locales à la crise de l'Etat national que comme une tentative de redéfinition des politiques urbaines proprement dites. Partenariat, démocratie de proximité, participation des habitants, démocratie participative ont été les maîtres mots de ces tentatives. Notre hypothèse est que cette séquence est close. La politique de « démocratie participative » semble arriver à saturation. La mise en place de L'ANRU dispose une nouvelle figure de l'Etat dans ses rapports au territoire, à la ville, à la société en général. La séquence qualifiée de « post-industrielle » touche à sa fin. L'ère de la gouvernance des métropoles s'annonce.

Ce dispositif général d'hypothèses oriente les choix de l'enquête et de ses terrains.

⁸ Saskia Sassen, *Territory, authority, rights – From Medieval to Global Assemblages*, Princeton University Press, 2006

⁹ Jacques Donzelot, Philippe Estèbe, *l'Etat animateur*, 1991

4 Objet de l'enquête

L'enquête proposée porte sur deux secteurs très contrastés par leur technicité et par leur ancienneté dans le champ de l'intercommunalité :

- Le logement et l'habitat. Ils font partie du « noyau dur » des transferts de compétence des communautés d'agglomération après un long passé de compétence communale.
- L'enseignement supérieur. L'université est devenue un enjeu d'importance dans le développement des villes et sa prise en compte dans les politiques intercommunales est loin d'être acquise.

Dans les deux cas, nous sommes en présence d'un vis-à-vis possible de l'intercommunalité et de politiques nationales bien identifiées auxquelles la singularité politique locale doit se confronter.

Ces objets seront étudiés sur les trois terrains déjà cités: la communauté d'agglomération Plaine Commune : la communauté d'agglomération Evry Centre Essonne et l'agglomération de Porto Alegre au Brésil.

La recherche s'organisera autour d'un terrain principal, la communauté d'agglomération Plaine Commune, un terrain comparatif français : la communauté d'agglomération Evry Centre Essonne et un terrain comparatif extra européen l'agglomération de Porto Alegre au Brésil.

Nous proposons donc un dispositif comparatif avec deux situations (Plaine Commune et Porto Alegre) de longue expérience intercommunale, une expérience plus récente, Evry Centre Essonne, et ce, dans des conjonctures nationales (France, Brésil) marquées par une forte actualité des questions métropolitaines.

4.1 De l'identification des habitants de la ville à l'identification de la ville.

Le champ de l'habitat et du logement est un terrain de choix. Compétence ancienne des mairies, il est l'occasion de création d'outils spécifiques (l'OPAC Plaine Commune Habitat par exemple). Il reste un champ de tension et de conflictualité entre l'intercommunalité et les communes, voire d'autres collectivités :

1. Sur la question de l'**outil** stratégique par exemple. L'OPAC PCH n'a pas absorbé la totalité des offices et SEM concernés par le territoire. Certaines communes (comme Aubervilliers) ont voulu conserver leur outil propre. Dans d'autres cas (La Courneuve), le parc était si important ou si dégradé qu'un partage a été négocié avec d'autres collectivités (le département par exemple). A l'inverse la Communauté d'agglomération Evry Centre Essonne inscrit sa stratégie urbaine au sein du CESO (Centre Essonne Seine Orge), périmètre d'étude de l'Agence d'urbanisme et de développement du même nom, composé d'une cinquantaine de communes ou d'agglomérations.
2. Sur la question de la programmation de la **rénovation urbaine**. Les

opérations ANRU sont communales et leur signature symboliquement intercommunale en 2007 fut, pour le territoire de Plaine Commune, le résultat d'une forte négociation.

De plus cette dévolution de compétences contraint à poser à l'échelle de l'agglomération deux questions essentielles concernant la ville contemporaine :

1. **L'identification de la ville par sa population** : qui est « de la ville » ou ne l'est pas dans les processus d'attribution de logements ? Et où se décide l'attribution des logements ?
2. Comment **planifier à long terme le territoire urbain** (par le SCOT par exemple), tout en desserrant le poids de plus en plus fort d'une rente foncière produit direct du développement du territoire et entrave directe à la production de logement sociaux accessibles.

Il est certain que les outils institutionnels à la disposition des villes de la communauté de Porto Alegre sont sans commune mesure avec les outils français. Le poids des débats sur la politique de logement (au travers notamment la question de la résorption des favelas) est lui aussi sans commune mesure mais en sens inverse. Pourtant, la problématique de l'identité de la « ville pour tous » (qui est « de la ville » et qui n'en est pas ?) comme celle du poids du foncier induisent des débats de politiques publiques dont la mise en comparaison est très éclairante sur la situation européenne.

4.2 L'université, nouvelle dimension de l'urbain.

Les trois territoires urbains ont un autre point commun : celui d'être des territoires universitaires.

L'agglomération de Porto Alegre comprend trois campus d'importance :

- **L'Université Fédérale** de Rio Grande do Sul (UFRGS)
- **L'Université Catholique** (PUCRS)
- **L'Université Luthérienne du Brésil** (ULBRA) située dans le nord de l'agglomération (à Canoas)

La communauté d'agglomération Plaine Commune a déjà sur son territoire deux universités en négociation pour la constitution d'un Pôle de Recherche et d'Enseignement Supérieur (**Paris 13** et **Paris 8**) auxquelles il faut ajouter le **CNAM**, le futur **campus Condorcet** (EPHE, EHESS, Ecole des Chartes, Paris 1 et Paris 8) et le pôle que constituera l'installation des **Archives de France** sur la zone des Tartres. En perspective : un des plus gros dispositifs de Sciences sociales et humaines d'Europe.

La communauté d'agglomération Evry Centre'Essonne abrite à Evry un pôle universitaire, **l'Université d'Evry Val d'Essonne**

L'intercommunalité peut-elle porter une politique universitaire du territoire urbain ?

Dans le cas Brésilien c'est plutôt l'université (en l'occurrence l'ULBRA) qui est porteuse d'une conception renouvelée des rapports entre la ville métropole et le campus. Outre l'activité spécifique « d'*extençao* » de l'ULBRA en direction de la société urbaine environnante, c'est son vice président Jairo Da Silva qui

est candidat à la mairie de Canoas en octobre et porteur de projets intercommunaux.

La Communauté d'agglomération Plaine commune a déjà un service destiné aux rapports avec l'université. Sa responsable siège au Conseil Scientifique de l'Université de Paris 8. Pour autant, le changement d'échelle qui se profile va-t-il s'accompagner de l'invention d'une nouvelle politique urbaine dans ce domaine ? Les mois qui viennent peuvent être une conjoncture favorable à l'enquête

Synthèse de la problématique

Quel est le contenu substantiel de la gouvernance métropolitaine en gestation dans les intercommunalités ? Si nous commençons à connaître les recompositions à l'œuvre dans les procédures nous en savons moins sur le contenu même des politiques ainsi mises en œuvre. Nous partons de l'hypothèse que ce contenu interroge la question stratégique de **l'identité politique des territoires métropolitains, l'identification contemporaine des villes.**

La question de la gouvernance des processus de métropolisation est mondiale. Cette question se pose en région parisienne comme en Chine ou en Amérique latine. Elle se pose dans des contextes nationaux et historiques diversifiés et appelle une démarche comparatiste internationale. La France se trouve en effet du côté des Etats dont la vieille tradition administrative peut être un obstacle à la pensée de la ville contemporaine.

La question de la gouvernance des processus de métropolisation se pose après une longue séquence de crise de l'Etat dont la "politique de la ville" a été, en France, une des manifestations. La séquence qualifiée de « post-industrielle » touche à sa fin. L'ère de la gouvernance des métropoles s'annonce.

Des questions transversales se posent en terme de nouvelle centralité de gouvernance, d'échelle des enjeux, de transformation des cadres institutionnels et l'ouverture d'un nouvel espace démocratique.

Mais ces questions sont d'une très grande abstraction si elles ne sont pas le terrain de la construction d'une **nouvelle subjectivité de la ville**. Il s'agit d'une subjectivité de la ville comme espace de vie et de citoyenneté pour les habitants et d'une subjectivité de la ville **comme espace de projets et d'anticipation pour les décideurs et les gestionnaires**. Il nous faut peut-être passer de la gouvernance de « l'urbain » à une idée partagée de la ville au singulier.

Comment s'effectue ou non le basculement politico subjectif de l'intercommunalité ? La réponse à cette question passe par l'enquête sur l'élaboration et la mise en œuvre de **politiques sectorielles**. Nous avons choisi de la faire porter sur deux secteurs très contrastés par leur technicité et par leur ancienneté dans le champ de l'intercommunalité : **l'habitat** car il fait partie des transferts de compétence des communautés d'agglomération et **l'enseignement supérieur**, enjeu majeur du développement des villes mais

dont la prise en compte dans les politiques intercommunales est loin d'être acquise.

L'habitat et le logement sont des compétences anciennes des mairies. Occasion de création d'outils spécifiques, il reste un champ de conflictualité entre l'intercommunalité et les communes. Cette dévolution de compétences pose à l'échelle de l'agglomération les questions de **l'identification de la ville par sa population et de la planification à long terme le territoire**. Comment ces questions s'incarnent-elles dans les politiques actuelles des dispositifs intercommunaux ?

La place de l'enseignement universitaire dans le territoire urbain est une question posée aux trois agglomérations choisies. C'est une **dimension nouvelle et non prévue** des politiques intercommunales où peut se constituer une conception **du territoire urbain à l'heure de l'économie de la connaissance**. C'est potentiellement un terrain de grande inventivité politique où se joue l'idée même qu'on se fait de la ville contemporaine.

5 Méthodes et terrains d'enquête

5.1 Un suivi de dossier.

L'enquête portera sur le contenu et la chaîne décisionnelle de politiques publiques sectorielles portées ou inventées par l'intercommunalité.

L'enquête articulera :

1. L'observation suivie des lieux de réflexion et de décision sur quelques dossiers précis et techniques dans le domaine de la politique publique mise en examen, prioritairement au sein de la communauté d'agglomération Plaine Commune.
2. Un travail de documentation historique sur la politique suivie dans les communes et au niveau de l'intercommunalité.
3. Des entretiens avec les décideurs, sur les trois terrains.

Le processus d'enquête pourrait être sensiblement le même que pour l'enquête menée sur le dispositif « Bonjour Voisins » de Saint Denis en 2000.¹⁰

La part principale de l'enquête sera menée sur la communauté d'agglomération Plaine Commune. L'enquête brésilienne, et celle sur Evry Centre Essonne, plus légères, serviront de contrepoints comparatifs (deux missions au Brésil).

5.2 La comparaison.

La démarche comparative proposée articule deux espaces continentaux très

¹⁰ Sylvain Lazarus (ed.) *Du point de l'Etat, du point des gens. Enquête sur le dispositif Bonjour Voisin de la mairie de Saint-Denis*, rapport de recherche, Convention de recherche, Mairie de Saint Denis Université Paris 8. Maîtrise de Sciences et Techniques "Formation à la connaissance des banlieues", Université Paris 8, octobre 2000, 108 p.

contrastés du point de vue de la consistance historique de l'Etat, de son rapport à la démocratie, à la Nation, et à la mondialisation.

Ce choix permet de mettre en vis-à-vis deux terrains d'expérimentation de ces dernières années en ce qui concerne la gouvernance métropolitaine, la démocratie participative et la conception même de la ville.

5.3 L'ancrage dans une expérience longue.

Ce choix a l'avantage de l'ancrage des démarches sur un temps déjà long dans deux des trois terrains. Le tournant intercommunal entre Saint-Denis et Aubervilliers est pris depuis le milieu des années 1980 autour de l'enjeu du redéploiement économique de la vieille zone industrielle de la Plaine. Porto Alegre de son côté est le laboratoire d'où a émergé l'expérience du budget participatif.

Sur un terrain comme sur l'autre, on dispose déjà d'un corpus d'enquêtes et d'analyses non négligeable.¹¹

En effet, l'intercommunalité en Plaine Commune commence en 1984 entre Saint-Denis et Aubervilliers avec la création de deux outils Plaine-Renaissance et Plaine développement. Cette initiative se présente comme un moyen de faire face à la désindustrialisation du poumon économique, social et financier des deux communes. Appuyée par une mobilisation des acteurs locaux au sein des « Assises de la Plaine », elle est à l'origine d'un travail préalable sur l'édification d'un « Plan Urbain », commun aux deux villes, qui les met (surtout Saint-Denis) en position de force lors des négociations sur la localisation du Stade de France dès 1993.

C'est sur la base de cette réussite que sera ensuite constituée la communauté de villes puis la communauté d'agglomération, d'abord autour de cinq villes (Saint-Denis, Aubervilliers, Pierrefitte, Epinay, Villetaneuse), puis de huit (en intégrant Stains, L'Île Saint-Denis et la Courneuve)

« L'apprentissage collectif » qui a fait le pont entre le chantier du Stade de France (1993-1998) et la consolidation de l'intercommunalité a déjà fait en son temps l'objet d'une étude pour le Plan Urbain.¹²

Quand au rapport avec Porto Alegre, il est plus que formel, puisque très tôt des liens se sont noués entre cette ville et le maire de Saint-Denis (aujourd'hui président de la communauté d'agglomération), que ce soit autour de l'idée d'une responsabilité internationale des villes (avec le Forum des Autorités

¹¹ Sur Plaine Commune : « La Plaine Saint-Denis dans l'entre-deux », *Projet* n° 303, mars 2008, pages 23-30. « Plaine St-Denis et nouvelle pensée de la ville » en collaboration avec Maurizio Lazzarato in *Ville et emploi*, éditions de l'Aube, 2000 (séminaire Villes, territoires, emploi, du Plan urbain, DATAR et DIV, mars 1997-mai 1998). « La Plaine Saint-Denis avant le Grand Stade, entre projet et solidarité », *Annales de la Recherche Urbaine*, 1995/68-69, « Politiques de la Ville, recherches et terrains », p.144-153. Sur Porto Alegre : Marion Gret et Yves Sintomer, *Porto Alegre, l'espoir d'une autre démocratie*, la Découverte 2002,

¹² Alain Bertho, Antonio Negri et Maurizio Lazzarato, *Apprentissages collectifs et gestion urbaine : la ville et le territoire de la Plaine St-Denis*, rapport de recherche. Appel d'offre 1995 « Ville et emploi », Plan Urbain, 93 pages

locales), ou une nouvelle conception de la citoyenneté urbaine (notamment le budget participatif).

5.4 Des situations en actualité.

Aujourd'hui ces trois situations se trouvent dans des conjonctures qui relacent, autour de l'intercommunalité, une nouvelle conception de la ville et de la gestion métropolitaine : la question du Grand Paris pour Plaine Commune et d'une autre façon pour Evry Centre Essonne, les élections municipales au Brésil pour l'agglomération de Porto Alegre.

Dans le débat sur le Grand Paris, la communauté d'agglomération Plaine Commune se distingue par une prise de position nette en faveur d'un scénario non centralisé d'intercommunalité métropolitaine, avec des arguments ancrés dans l'expérience déjà longue de développement de son territoire.

Au Brésil, les élections municipales semblent s'annoncer de façon contrastée dans l'agglomération de Porto Alegre, avec le retour aux affaires de maires du Parti des travailleurs dans les villes périphériques de Canoas et Alvorada et sans doute le maintien de la municipalité de centre droit dans la ville centre de Porto Alegre.

5.5 La recherche et les acteurs.

En France pour le terrain principal notamment, comme au Brésil, la recherche associera étroitement les acteurs locaux concernés.¹³

Un séminaire franco-brésilien précédera la rédaction du rapport.

Synthèse de la méthode

La recherche s'organise autour d'un terrain principal, la communauté d'agglomération Plaine Commune, un terrain comparatif français, la communauté d'agglomération Evry Centre Essonne et un terrain comparatif extra européen l'agglomération de Porto Alegre au Brésil.

L'enquête portera sur le contenu et la chaîne décisionnelle de politiques publiques sectorielles portées ou inventées par l'intercommunalité. Elle associera étroitement les acteurs locaux concernés. Elle articulera:

1. Un travail de **documentation historique** sur les collectivités concernées dans les deux secteurs.
2. **Un suivi de dossiers précis en posture d'observation participante** sur les deux secteurs (Habitat et enseignement supérieur) principalement sur le terrain de Plaine Commune où la collaboration des élus et de l'administration est acquise.
3. **Une enquête par questionnaire** auprès des décideurs, sur les trois terrains.
4. Un **séminaire franco-brésilien** d'analyse de l'enquête

¹³ Cf lettre jointe du président de la Communauté d'agglomération

Le suivi de dossiers à Plaine Commune sur plusieurs mois constitue le noyau de l'enquête. C'est un travail lourd et minutieux. Il nécessite une situation de confiance avec les acteurs concernés et l'appropriation par le chercheur de la technicité des dossiers en question.

Les dossiers prioritaires pourraient être :

1. Le dossier de la résorption de **l'habitat insalubre** qui articule des compétences communales et communautaires et se confronte à des situations sociales délicates (squats et expulsions).
2. Le suivi des dossiers **ANRU** pour des raisons semblables.
3. La **recomposition de la carte universitaire** du nord de Paris sur le territoire de l'agglomération avec le projet de PRES Paris 8- Paris 13 et le lancement du campus Condorcet. Sur ces deux dossiers, la communauté d'agglomération s'est fortement impliquée et continuera sans doute de le faire

6 CALENDRIER DU PROJET

	FRANCE	BRESIL
2008		
Novembre	Pré-enquête Entretiens Travail sur documentation	Pré-enquête Entretiens Travail sur documentation
Décembre		
2009		
Janvier	Observation et suivi de dossiers	Première mission de terrain
Février		
Mars		
Avril		Entretiens
Mai		
Juin		
Juillet		Deuxième mission de terrain
Août		
Septembre		
Octobre		
Novembre	Séminaire franco brésilien	
Décembre	Remise du rapport	

7 L'équipe

Alain Bertho

Professeur d'anthropologie, CEME

site internet : <http://berthoalain.wordpress.com/about/>

RESPONSABILITES

Directeur de l'Ecole doctorale Sciences Sociales

Membre du Conseil scientifique de l'Université

Directeur du master « Villes : nouveaux espaces européens de gouvernance » (in « Etudes Européennes ») de l'Université de Paris 8

Membre élu du CNU, section 20

Membre du comité de lecture de la revue *Socio anthropologie*

PUBLICATIONS RECENTES

2008 *Nous-autres nous-mêmes, ethnographie politique du présent*, Le croquant 144 pages

2007 « Pour une anthropologie réflexive du présent : les mots et le temps », in *L'anthropologie face à ses objets. Nouveaux contextes ethnographiques*. sous la direction de Oliver le Cervoisié et Laurent Vidal, édition des archives contemporaines.

2007 « Globalization and otherness building », *Chinese Review of Anthropology*, November, 2007

2006 « Du grondement de la bataille à l'anthropologie du contemporain », in *Variations* dossier Subjectivités libres et critique de la répression, automne 2006, pages 17-27

2006 « Bienvenue au XXI ème siècle » in *Banlieue, lendemain de révolte*, La Dispute 156 pages

2005 « Penser la Ville-Monde » in *Socio-anthropologie* n°16 (Dossier Villes mondes coordonné par Alain Bertho)

2005 « La mobilisation altermondialiste, analyseur du contemporain » in *Anthropologie et sociétés* 29-3, revue de l'Université de Laval (Québec)

2003 *L'Etat de guerre*, La Dispute, 158 pages

2003 « Le vieux, le neuf et quelques monstres » in *Classes sociales : retour ou renouveau ?* Syllepse, 278 pages

2002 « Le Travail comme paradigme de la politique » in *Refaire la politique*, sous la direction de Tony Andréani et Michel Vakaloulis, Syllepse, 214 pages

2002 « L'épuisement du communisme et de la forme parti », entretien avec Maurizio Lazzarato, *Multitudes* n° 10, octobre 2002

2000 « Plaine St-Denis et nouvelle pensée de la ville » en collaboration avec Maurizio Lazzarato in *Ville et emploi*, éditions de l'Aube, 2000 (séminaire Villes, territoires, emploi, du Plan urbain, DATAR et DIV, mars 1997-mai 1998)

COLLOQUES, SEMINAIRES

2008 Direction du colloque international « La confiance et le conflit »

2007-8 Direction du séminaire « recherche appliquée », CEME

2006-7 Direction du séminaire « Subjectivité urbaines contemporaines : visibilité et invisibilité du politique », CEME

2006-7 Co-direction du séminaire « Devenir banlieue », Collège International de Philosophie-CEME-TMU-Matyss

2006 Co-direction de la journée de l'Ecole Doctorale « Nouvelles problématiques urbaines », 1 avril 2006

2006 Direction du colloque « Bilan des coopérations décentralisées au travers du programme européen URBAL » organisé par le CEME, juin 2006

- 2005 Direction du colloque « Les métiers de la ville en France et en Europe », Université de Paris 8, 5 décembre 2005
- 2007 « Recompositions contemporaines des figures du pouvoir et de la guerre », Transcultural conference, *Order and disorder*, March 5-7 2007, Chinese Academy of Social Sciences, Beijing
- 2007 « Pour une anthropologie du présent : les mots et le temps », colloque « L'anthropologie face à ses objets : nouveaux contextes ethnographiques », Université de Provence, 23-25 janvier
- 2005 « Mémoire, archives, mouvements La problématique des archives des mouvements sociaux : du recensement à l'exploitation », Colloque "Archives des sociétés en mouvements. Regards croisés : archivistes et chercheurs", Université de Bourgogne, 29, 30 septembre et 1er octobre 2005

RECHERCHES RECENTES

- 2006-7 Direction de recherche : Les halles : usages et subjectivité métropolitaines des jeunes de banlieue. Contrat avec la ville de Paris et le laboratoire Théorie des mutations urbaines
- 2004-6 Direction scientifique de la constitution des archives du Forum Social Européen de Paris Saint-Denis 2003. convention entre le CEME et la Maison des Sciences de l'Homme de Dijon
- 2002 « Les jeunes et la ville à Stains », Contrat avec la Ville de Stains.

Lazarus Sylvain,

Professeur d'anthropologie Université Paris 8 CEME

RESPONSABILITES

- 1991-2000 Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS) : Membre élu du Comité national du CNRS, Section 38:Unité de l'homme et diversité des cultures
- 1993 à 2000 Institut de Recherche sur les Sociétés Contemporaines (IRESCO-CNRS) : Membre du Conseil scientifique de l'IRESCO.
- 1994-2007 Directeur de la Maîtrise de Sciences et Techniques "Formation à la connaissance des banlieues" Université Paris 8

PUBLICATIONS RECENTES

- 2008 *Mai 1968, la politique, l'histoire*. 46 pages. Editions du journal Politique 8
- 2007 "Lenin and the Party" 1902-November 1917, in Sebastian Budgen, Sthathis Kouvekalis, Slavoj Zizek, (editors) *Lenin Reloaded: Toward a Politics of Truth*, Duke University Press Durham and London pp.255-268
- 2003 *L'Etat de guerre et la politique de la décision pure*, Nîmes, Les conférences du Rouge-Gorge, 29p.
- 2002 *Les trois régimes du siècle Le parti-Etat dans le parlementarisme, le stalinisme, le nazisme (hypothèses et thèses)*, Nîmes, Les conférences du Rouge-Gorge, 31p.
- 2002 " La politique entre singularité et multiplicité " in Ramond Charles (ed.) *Alain Badiou, Penser le Multiple*, L'Harmattan, Paris, pp. 191-205`
- 2002 "Crise des banlieues, crise des politiques publiques", *Comme la ville*, revue de la délégation interministérielle à la ville (DIV), janvier 2002
- 2001 (ed.), "Anthropologie ouvrière et enquêtes d'usine", n° spécial de la revue *Ethnologie française*, n°3, juillet-septembre 2001.
- 2001 - "Révolution, mot singulier", *Lignes*, numéro spécial intitulé "Désir de révolution", février 2001, pp. 97-107.
- 2001 "Anthropologie ouvrière et enquêtes d'usine : état des lieux et problématique", *Ethnologie française*, n°3, juillet-septembre 2001, pp. 389-400.
- 2000 "Singularité et rationalité" in Jelica Sumic (ed.), *Universel, singulier, sujet*, Paris, Kimé, pp.

31-43.

- 2000 (ed.) *Du point de l'Etat, du point des gens. Enquête sur le dispositif Bonjour Voisin de la mairie de Saint-Denis*, rapport de recherche, Maîtrise de Sciences et Techniques "Formation à la connaissance des banlieues", Université Paris 8, octobre 2000, 108 p.
- 1998 (ed.), *Rencontres avec des gens d'ici : les résidents des foyers Sonacotra d'Argenteuil*, Voiron, La lettre du cadre territorial, 150 p.
- 1998 "Les résidents des foyers : des gens qui pensent" in Sylvain Lazarus (ed.), *Rencontres avec des gens d'ici, les résidents des foyers Sonacotra d'Argenteuil*, Voiron, La lettre du cadre territorial, pp 5-23.
- 1997 "Les banlieues et l'Etat", *Société française*, n°8/58, janvier-février-mars 1997, pp. 13-1
- 1997 "Intellectualité de la politique", *Lignes*, numéro spécial intitulé "Les intellectuels, tentative de définition par eux-mêmes", octobre 1997, pp. 13-17.
- 1996 *Anthropologie du nom*, Paris, Le Seuil, collection Des travaux, 249 p.

CONFERENCES, COLLOQUES, SEMINAIRES DEPUIS 2000

- 2007 *Crise et fin de la catégorie de classe ouvrière*, Université de Bologne, septembre 2007 (Colloque: "Repenser les années 1970")
- 2007 *La Chine et la guerre de Corée*, Université de Bologne, septembre 2007, atelier du groupe international "20th Century China Research Project".
- 2004 *Politiques et ouvriers en France (1968-2002)*, conférence prononcée dans le cadre des cycles de conférences du Rouge-Gorge, mai 2004.
- 2004 *Politique et philosophie*, dans le cadre du CIEPFC (Centre International d'Etude de la Philosophie Française contemporaine) à l'Ecole Normale Supérieure, janvier 2004.
- 2003 *L'anthropologie de la pensée est-elle possible ?*, intervention prononcée lors d'un colloque au Sénat, octobre 2003.
- 2003 *Etat de guerre et politique de la décision pure*, conférence prononcée dans le cadre des cycles de conférences du Rouge-Gorge, Maison des écrivains, Paris, mars 2003.
- 2002 *Résistances*, conférence prononcée à Rio (Brésil) dans le cadre d'un colloque du Collège International de Philosophie, décembre 2002.
- 2002 *Les trois régimes du siècle*, conférence prononcée dans le cadre des cycles de conférences du Rouge-Gorge, Maison des écrivains, Paris, mars 2002.
- 2001 Colloque *Towards a politics of truth: the retrieval of Lenin*, Kulturwissenschaftliches Institut, Essen, February 2-4, 2001. "Sur le 20^{si} ècle et la politique".
- 2001 Le banquet du livre de Lagrasse, organisé en août 2001 sous la direction de Jean-Claude Milner sur le thème : *Ombre et lumière chez Michel Foucault*. "Empirisme de la politique ?"

RECHERCHES RECENTES

- 2007 Enquête dans le cadre de la MST: Formation à la connaissance des banlieues, *Propos des jeunes sur l'Etat et la politique*
- 2006 Enquête dans le cadre de la MST: Formation à la connaissance des banlieues, sur la professionnalisation: les métiers de la ville
- 2006 Enquête au Mali dans des villages du bord du fleuve en pays sarakolé.
- 2005 Enquête dans le cadre de la MST: Formation à la connaissance des banlieues, *Les formes de conscience des jeunes (collégiens 4^{ème} et 3^{ème})*
- 2004 Enquête dans le cadre de la MST: Formation à la connaissance des banlieues *Les gens et le sport dans la ville*.
- 2003 enquête sur l'insertion professionnelle des animateurs sportifs de quartier en Ile-de-France
- 2002 Enquête au Cameroun sur la situation sociale et sanitaire des ouvriers des usines de transformation du bois.
- 2001 Enquête sur les politiques urbaines à Belo Horizonte (Brésil).
- 2000-2001 : *Ce que les professeurs de collège pensent du collège et des collégiens*, direction de l'enquête collective menée par la MST:Formation à la connaissance des banlieues.
- 1999-2000 *Du point de l'Etat, du point des gens*, enquête sur le dispositif de démocratie participative "Bonjour Voisin" de la mairie de Saint-Denis.

ENSEIGNEMENTS DANS DES UNIVERSITES ETRANGERES

- 2008 Ulbra, Université Porto Alegre Brésil 2008
2002 Fondation Oswaldo Cruz, Rio de Janeiro (Brésil), janvier 2002 : *L'anthropologie des singularités subjectives*.
2002 Université Fédérale De Belo Horizonte (Brésil), janvier 2002 : *L'anthropologie de la ville face aux politiques publiques d'urbanisation*.
-

Evelyne PERRIN

EXPERIENCE PROFESSIONNELLE :

- Depuis 2004 Chercheuse indépendante
1984 à 2005: Chargée de mission au Plan Urbanisme, Construction, Architecture du Ministère de l'Équipement, en charge de l'emploi et de l'économie urbaine. Direction de séminaires de recherche et publications d'ouvrages de synthèse, notamment : « Ville et valeur », avec Jean-Loup Gourdon et Alain Tarrius, L'Harmattan, et « Diversité sociale, ségrégation urbaine, mixité », Collection Recherches du PUCA, 2008.
1970 à 1984 : Chargée de mission au Ministère de l'Équipement dans les services d'études de l'administration centrale : réalisation d'études, préparation d'argumentaires pour projets de lois ; élaboration de notes de synthèse sur des questions d'aménagement urbain et de développement économique local, et de fiscalité locale.

PUBLICATIONS

- 2008, Evelyne PERRIN : « Un projet municipal de transformation sociale, l'île Saint-Denis », A paraître, Editions de l'ADELS.
2008 Evelyne PERRIN : « Jeunes Maghrébins de France : la place refusée », A paraître Paris, L'Harmattan, Coll. Logiques sociales.
2008 Evelyne PERRIN : « Identité nationale, amer Ministère », A paraître, Pais, L'Harmattan
2007 Paul Bouffartigue, Jean-René Pendaries, Frédéric Péroumal, Evelyne Perrin, « Action collective et précarités : le syndicalisme à l'épreuve. Enquête sur trois secteurs d'activité : Poste, sous-traitance pétrochimique, restauration rapide », LEST, Aix-en-Provence, mars 2007, pour la DARES, Ministère de l'Emploi et de la Cohésion Sociale.
2007 « Contre le chômage et la précarité, une continuité des droits et du revenu pour tous », in Georges Debrégeas, Thomas Lacoste (coord.) : « L'Autre Campagne. 80 propositions à débattre d'urgence », Paris, La Découverte, pp. 128-130.
2007 « Revenu d'existence universel ou sécurité sociale professionnelle », ContreTemps, N° 18, février 2007.
2006 « Du salariat au précarité ? », in Jean Lojkine, Pierre Cours-Salies, Michel Vakaloulis (dir.) : « Nouvelles luttes de classes », Paris, PUF, Actuel Marx Confrontations, pp.127-134.
2005 « Les jeunes précaires, leur vécu, leurs luttes », contribution à l'ouvrage collectif « Vues de l'Europe d'en-bas » coordonné par Catherine Pozzo di Borgo, à paraître chez l'Harmattan en.
2004 Evelyne PERRIN : « Chômeurs et précaires au cœur de la question sociale », Paris, La Dispute, Juin 2004
2004 « Syndicats et Collectifs face à la précarité », Communication au Colloque « Syndicats et associations, concurrence ou complémentarité », 25-26 novembre 2004, Université de Paris-VIII, Centre de recherches historiques et Centre d'histoire sociale du XX^e siècle, Université de Paris I.
2004 « Luites de précaires et engagement », Ecorev, automne 2004.
2004 « Du salariat au précarité », Alternatives libertaires, automne 2004
2004 « AC ! Des formes de luttes spécifiques, des revendications en débat », Communication au Colloque « Action publique de l'emploi et mouvements de chômeurs » du Centre de Politologie de Lyon (CERIEP), Lyon, 19-20 Novembre 2004.
2002 Evelyne PERRIN (coord .) : «Précarité, Points de vue du mouvement social», AC, APEIS,

- MNCP, Paris, Syllepse, décembre 2002
- 2000 Evelyne PERRIN, Nicole ROUSIER (coord.) : « Ville et emploi, le territoire au cœur des nouvelles formes du travail », Ed. de l'Aube
- 1996 Evelyne PERRIN, Michel PERALDI : « Réseaux productifs et territoires urbains », Toulouse, Presses Universitaires du Mirail
- 1995 Jean-Loup GOURDON, Evelyne PERRIN, Alain TARRIUS (dir.) : « Ville, espace et valeurs », Paris, L'harmattan
- 1994 « Nous marchons pour vous », Multitudes, novembre 1994
-

Anne Duhin

Docteur en anthropologie

RECHERCHES

- 2007 « Evaluation qualitative du projet éducatif local de la ville de Dijon », basée sur 400 entretiens réalisés auprès de professionnels de l'animation et du social, de parents et de jeunes de la ville de Dijon. Missions de 3 mois pour le cabinet LFRE (Clichy).
- 2006-2007 « Après la fermeture de l'usine, l'association Chœurs de Fondateurs des ex-salariés de Metaleurop Nord ». Enquête par questionnaire auprès des membres de l'association. En collaboration avec Delphine Corteel (Université de Reims) et Judith Hayem (Université de Lille1). Financement de l'Université Paris 8 (Budget Qualité Recherche 2006).
- 2006 « Etude des blogs des jeunes de Nanterre ». Enquête commandée par la mairie de Nanterre pour les Assises de la jeunesse de la ville.
- 2005-2006 « Quelles représentations ont les habitants des quartiers populaires de la banlieue parisienne du logement social ? ». 40 entretiens réalisés dans le cadre du séminaire « atelier d'enquête sur le logement social en banlieues ».
- 2001-2002 « Peut-on concevoir des métiers de la ville « du point des gens » et non « du point de l'Etat » ? 100 entretiens réalisés auprès de professionnels de la ville et d'habitants de cités de banlieue parisienne. Enquête collective menée avec les étudiants et les enseignants de la formation.
- 2000-2001 « Ce que les professeurs pensent du collège. » 130 entretiens réalisés auprès de professeurs de collège de la région parisienne. Enquête collective menée avec les étudiants et les enseignants de la formation.

PUBLICATIONS ET COMMUNICATIONS

- 2007 Corteel Delphine, Duhin, Anne, Hayem Judith, *Metaleurop : "Du défensif au créatif". Chronique et analyse d'une lutte singulière.* colloque des XI^e Journées Internationales de Sociologie du Travail, 20-22 juin 2007, Londres.
- 2006 Duhin Anne, *Etude sur les blogs des jeunes de Nanterre*, Rapport final, décembre 2006.
- 2006 Corteel Delphine, Zimmermann Bénédicte, avec la collaboration d'Anne Duhin, *Employability, Voice en Security, An Inquiry into the Capabilities of workers in french firms*, Document de travail, série Règles, Institutions, Convention n°06-01, janvier 2006, IDHE, unité mixte de recherche n°8533 du CNRS, 190p.
- 2005 Duhin Anne, « Anche al lavoro pensare, dire quello che si pensa », in Valerio Romitelli (sous la direction de), *Etnografia del pensiero, Ipotesi e ricerche*, Bologne, Carocci editore, mai 2005, pp.203-219.
- 2001 Duhin Anne, « une figure ouvrière féminine ? », *Ethnologie française*, XXXI, 3, 2001, pp. 413-422.

ENSEIGNEMENT

- 2008 Chargée de cours en anthropologie à l'ICD de Paris
- 2007 L'enquête qualitative : études menées en banlieue sur les représentations des jeunes.

- Séminaire dispensé auprès de stagiaires de l'INJEP se formant à l'enquête qualitative, le 30.03.07, Marly le Roi.
- 2007 Méthodologie d'enquête qualitative. Université de Reims Champagne-Ardennes, Licence professionnelle « métiers de l'Insertion et de l'Accompagnement Social ». Séminaire de 6h, le 01.03.07.
- 2005-2006 Attachée Temporaire d'Enseignement et de Recherche à mi-temps, anthropologie et sociologie, Université de Paris 8, MST « Formation à la connaissance des banlieues ».
- 2004-2005 Chargée de cours, anthropologie et sociologie, Université de Paris 8, MST « Formation à la connaissance des banlieues ».
- 2000-2002 Enseignante contractuelle à mi-temps, anthropologie et sociologie, Université de Paris 8, MST « Formation à la connaissance des banlieues ».
- 1999-2000 Attachée Temporaire d'Enseignement et de Recherche à mi-temps, anthropologie et sociologie, Université de Paris 8
-

Virginie Robert

Docteur en anthropologie

RECHERCHES

- 2007 La Rose des Vents, quartier nord d'Aulnay sous bois : anthropologie appliquée. Entretiens individuels et collectifs
- 2000 2006 Enquêtes en territoires zapatistes Mission de recherche auprès des communautés autonomes (Chiapas, Mexique) : Octobre 2005-juillet 2006 , Janvier-avril 2005, Août 01-jan. 02, Juil.-sept. 2000 et Déc. 99-jan. 2000..
- 1996 Les résidents des foyers Sonacotra de la ville d'Argenteuil. Entretiens avec les résidents : thèmes abordés : le foyer, la ville, le travail et la France. Etude collective menée dans le cadre d'un contrat de recherche avec la ville d'Argenteuil, la Sonacotra et la Maîtrise Sciences et Techniques « Formation à la connaissance des banlieues ».
- 1993-1995 Festivals de Bourges et d'Aurillac : les jeunes et l'errance : le choix d'un mode de vie ?, recherche en collaboration avec le ministère de la jeunesse et le CEMEA (Centre d'entraînement aux méthodes d'éducation active) cf. <http://www.cemea.asso.fr/errance/>

PUBLICATIONS

- 2007 *La solidarité fondatrice de la 'vivance' dans le quartier*, Rapport de recherche pour le Centre Social Albatros, ACSA, Aulnay sous bois, 36 p.
- 2007 *L'Autre campagne à l'épreuve*, article CEME.
- 2005 « Alerte rouge au Chiapas ? », *Mouvements*, n°42, nov.-déc. 2005, pp. 98-102.
- 1998 « Les gens venus travailler en France sont d'ici maintenant », in Lazarus S. (dir.), *Rencontres avec des gens d'ici : les résidents des foyers Sonacotra d'Argenteuil*, Argenteuil, La lettre du cadre territorial, éd. Voiron, pp. 131-144.

INTERVENTIONS

- 2006 « Zapatisme et altermondialisme », Université Paris 8, Institut d'Etudes Européennes, Master Etudes européennes et internationales, spécialité villes et nouveaux espaces européens de gouvernance.
- 2006 « Enquête de terrain en situation de conflit », Université de Reims Champagne-Ardenne, Licence Sciences Sanitaires et Sociales, 3^e année.
- 2004 « Identifications singulières de la figure indigène au Mexique aujourd'hui », Université Paris 8, Séminaire du GRAM, Groupe de Recherche en Anthropologie.
- 2004 « Séminaire de méthode. Dépouiller les entretiens. Exemple de la catégorie indigène », Université Paris 8, MST Formation à la connaissance des banlieues.

2001 « Dispositif d'enquête anthropologique sur l'Etat et la politique », Université Paris 8, MST
Formation à la connaissance des banlieues.

ENSEIGNEMENT

2007-2008 Chargée de cours à l'Université Reims

2006 Qualifiée aux fonctions de Maître de Conférences en Anthropologie

8 Centre d'études des mutations en Europe EA 4009



Directeur Bernard Maris

Secrétariat Catherine Husson. 01 49 40 66 67. catherine.husson@univ-paris8.fr

Axes de recherche

- **Villes et nouveaux espaces de gouvernance en Europe**
Responsable : Alain Bertho
- **Construction européenne : politiques économiques, sociales et publiques :**
Responsable : Bernard Maris
- **Territoire, économies et sociétés d'Europe**
Responsables : Laurent Carroué
- **Le statut juridique des femmes dans l'Union européenne**
Responsable : Mireille Azzoug
- **Systèmes culturels et esthétiques en Europe**
Responsable : Renaud Zuppinger et Anne-Marie Autissier
- **Relations internationales et économie politique internationale**
Responsables : Philip Golub et Pascal Boniface

Membres

PR

Alain BERTHO, 20^e : anthropologie
Laurent CARROUE, 19 : géographie
Pierre COURTS-SALIES, 19 : Sociologie
Sylvain LAZARUS, 20^e : anthropologie
Bernard MARIS, 5^e : économie
Renaud ZUPPINGER, 11^e : langues et littératures anglo-saxonnes

MCF HDR

Pascal BONIFACE, 2^e : droit et 4^e : science politique, directeur de l'IRIS
Sylviane TOPORKOFF, 5^e : économie
Michel VAKALOULIS, 19^e : sociologie

MCF

Anne-Marie AUTISSIER, 19^e : sociologie
Mireille AZZOU, 11^e : langues et littératures anglo-saxonnes
Thomas SERRIER, 12^e : langues et littératures germaniques

Pst et r associés

Annabelle BARRAL, cadre territoriale, PAST
Jean-Marc BENAMAR, 6^e : gestion, PAST
Etienne BUTZBACH, 4^e : politique, MC associé
Philip GOLUB, 4^e : science politique
Jacques NIKONOFF, 4^e : science politique

Gilles RAVAUD, 5^e : économie, post-doctorate fellow à l'Université de Harvard.

Post doc

Anne DUHIN, 20^e : anthropologie
Marianne Herard, 20^e : anthropologie
Virginie Robert, 20^e : anthropologie

ATER

Catherine HASS, , 20^e : anthropologie
Pauline GALLINARI, histoire.
Pierre de TRÉGOMAIN, 12^e : langues et littératures germaniques

Sommaire

1	Introduction.....	2
1.1	L'ambition du programme PUCA.....	2
2	Une nécessaire problématisation.....	3
2.1	Une conjoncture métropolitaine nationale et mondiale.	3
2.2	La métropole est une question de gouvernance mondiale.....	4
2.3	Elle se pose néanmoins dans des contextes institutionnels hétérogènes.	5
3	Des questions transversales.	5
3.1	L'échelle et la centralité.....	5
3.2	Une transformation de la ville et de l'idée de ville.....	6
3.3	Une transformation de l'Etat et de l'espace politique.	7
4	Objet de l'enquête.....	8
4.1	De l'identification des habitants de la ville à l'identification de la ville.....	8
4.2	L'université, nouvelle dimension de l'urbain.	9
5	Méthodes et terrains d'enquête.....	11
5.1	Un suivi de dossier.....	11
5.2	La comparaison.	11
5.3	L'ancrage dans une expérience longue.	12
5.4	Des situations en actualité.	13
5.5	La recherche et les acteurs.....	13
6	Calendrier	15
7	Equipe	16
8	Centre d'études des mutations en Europe EA 4009	23

L'intercommunalité dans la gouvernance métropolitaine : Quelle invention de la ville ? Etude de trois dispositifs d'intercommunalité : Plaine Commune, Evry Centre Essonne, Porto Alegre (Brésil)

Quel est le contenu substantiel de la gouvernance métropolitaine en gestation dans les intercommunalités ? Si nous commençons à connaître les recompositions à l'œuvre dans les procédures nous en savons moins sur le contenu même des politiques ainsi mises en œuvre. Nous partons de l'hypothèse que ce contenu interroge la question stratégique de l'identité politique des territoires métropolitains, l'identification contemporaine des villes.

La question de la gouvernance des processus de métropolisation est mondiale. Cette question se pose en région parisienne comme en Chine ou en Amérique latine. Elle se pose dans des contextes nationaux et historiques diversifiés et appelle une démarche comparatiste internationale. La France se trouve en effet du côté des Etats dont la vieille tradition administrative peut être un obstacle à la pensée de la ville contemporaine.

La question de la gouvernance des processus de métropolisation se pose après une longue séquence de crise de l'Etat dont la "politique de la ville" a été, en France, une des manifestations. La séquence qualifiée de « post-industrielle » touche à sa fin. L'ère de la gouvernance des métropoles s'annonce.

Des questions transversales se posent en terme de nouvelle centralité de gouvernance, d'échelle des enjeux, de transformation des cadres institutionnels et l'ouverture d'un nouvel espace démocratique.

Mais ces questions sont d'une très grande abstraction si elles ne sont pas le terrain de la construction d'une nouvelle subjectivité de la ville. Il s'agit d'une subjectivité de la ville comme espace de vie et de citoyenneté pour les habitants et d'une subjectivité de la ville comme espace de projets et d'anticipation pour les décideurs et les gestionnaires. Il nous faut peut-être passer de la gouvernance de « l'urbain » à une idée partagée de la ville au singulier.

Comment s'effectue ou non le basculement politico subjectif de l'intercommunalité ? La réponse à cette question passe par l'enquête sur l'élaboration et la mise en œuvre de politiques sectorielles. Nous avons choisi de la faire porter sur deux secteurs très contrastés par leur technicité et par leur ancienneté dans le champ de l'intercommunalité : l'habitat car il fait partie des transferts de compétence des communautés d'agglomération et l'enseignement supérieur, enjeu majeur du développement des villes mais dont la prise en compte dans les politiques intercommunales est loin d'être acquise.

L'habitat et le logement sont des compétences anciennes des mairies. Occasion de création d'outils spécifiques, il reste un champ de conflictualité entre l'intercommunalité et les communes. Cette dévolution de compétences pose à l'échelle de l'agglomération les questions de l'identification de la ville par sa population et de la planification à long terme le territoire. Comment ces questions s'incarnent-elles dans les politiques actuelles des dispositifs intercommunaux ?

La place de l'enseignement universitaire dans le territoire urbain est une question posée aux trois agglomérations choisies. C'est une dimension nouvelle et non prévue des politiques intercommunales où peut se constituer une conception du territoire urbain à l'heure de l'économie de la connaissance. C'est potentiellement un terrain de grande inventivité politique où se joue l'idée même qu'on se fait de la ville contemporaine.

La recherche s'organise autour d'un terrain principal, la communauté d'agglomération Plaine Commune, un terrain comparatif français, la communauté d'agglomération Evry Centre Essonne et un terrain comparatif extra européen l'agglomération de Porto Alegre au Brésil.

L'enquête portera sur le contenu et la chaîne décisionnelle de politiques publiques sectorielles portées ou inventées par l'intercommunalité. Elle associera étroitement les acteurs locaux concernés. Elle articulera :

- Un travail de documentation historique sur les collectivités concernées dans les deux secteurs.
- Un suivi de dossiers précis en posture d'observation participante sur les deux secteurs (Habitat et enseignement supérieur) principalement sur le terrain de Plaine Commune où la collaboration des élus et de l'administration est acquise.
- Une enquête par questionnaire auprès des décideurs, sur les trois terrains.
- Un séminaire franco-brésilien d'analyse de l'enquête

Le suivi de dossiers à Plaine Commune sur plusieurs mois constitue le noyau de l'enquête. C'est un travail lourd et minutieux. Il nécessite une situation de confiance avec les acteurs concernés et l'appropriation par le chercheur de la technicité des dossiers en question.

Les dossiers prioritaires pourraient être :

- Le dossier de la résorption de l'habitat insalubre qui articule des compétences communales et communautaires et se confronte à des situations sociales délicates (squats et expulsions).
- Le suivi des dossiers ANRU pour des raisons semblables.
- La recomposition de la carte universitaire du nord de Paris sur le territoire de l'agglomération avec le projet de PRES Paris 8- Paris 13 et le lancement du campus Condorcet. Sur ces deux dossiers, la communauté d'agglomération s'est fortement impliquée et continuera sans doute de le faire